
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CIX.

Du Vendredi 16 Octobre 1789.

Séance du Mercredi soir.

LES députés d'un peuple aussi ancien que malheureux ont été reçus à la barre. Leurs tristes & justes réclamations ont excité l'intérêt le plus vif & le plus touchant. Il suffira de lire leur adresse, pour partager avec l'assemblée nationale le desir qu'elle leur a témoigné de voir finir leurs infortunes, & pour applaudir à l'engagement qu'elle a pris de statuer sur leurs demandes dans le cours de cette session.

MESSEIGNEURS,

C'est au nom de l'Eternel, auteur de toute justice & de toute vérité, au nom de ce Dieu qui, en donnant à chacun les mêmes droits, a prescrit à tous les mêmes devoirs; c'est au nom de l'humanité outragée depuis tant de siècles par les traitemens ignominieux qu'on subi, dans presque toutes les contrées de la terre, les malheureux

Tome III.

F f

descendans du plus ancien de tous les peuples, que nous venons aujourd'hui vous conjurer de vouloir bien prendre en considération leur destinée déplorable.

Par-tout persécutés, par-tout avilis, & cependant toujours soumis, jamais rebelles; objets, chez tous les peuples, d'indignation & de mépris, quand ils n'auroient dû l'être que de tolérance & de pitié. Les Juifs que nous représentons à vos pieds, se sont permis d'espérer qu'au milieu des travaux importans auxquels vous vous livrez, vous ne dédaignerez pas leurs plaintes, vous écouterez avec quelque intérêt les timides réclamations qu'ils osent former au sein de l'humiliation profonde dans laquelle ils sont ensevelis.

Nous n'abuserons pas de vos momens, MESSEIGNEURS, pour vous entretenir de la nature & de la justice de nos demandes; elles sont consignées dans les mémoires que nous avons eu l'honneur de mettre sous vos yeux.

Puissions nous vous devoir une existence moins douloureuse que celle à laquelle nous sommes condamnés! Puisse le voile d'opprobre qui nous couvre depuis si longtemps, se déchirer, enfin, sur nos têtes! Que les hommes nous regardent comme leurs frères; que cette charité divine, qui vous est si particulièrement recommandée, s'étende aussi sur nous; qu'une réforme absolue s'opère dans les institutions ignominieuses auxquelles nous sommes asservis, & que cette réforme, jusqu'ici trop inutilement souhaitée, que nous sollicitons, les larmes aux yeux, soit votre bienfait & votre ouvrage.

La réponse de M. le président a assuré au Juifs un décret prochain sur leurs justes réclamations; elle a été applaudie par l'assemblée, avec une forte d'attendrissement sur les malheurs & les préjugés dont ils sont les victimes.

M. le président a annoncé qu'il avoit reçu des lettres de plusieurs bailliages & municipalités, qui annoncoient qu'ils ne verroient pas avec plaisir leurs députés abandonner les travaux de l'assemblée nationale, s'ils n'y étoient autorisés par elle. Cette annonce a été reçue avec des applaudissemens répétés. Plusieurs membres ont demandé lecture d'une de ces lettres. Celle de Château-Thierry portoit que le bailliage regarderoit comme lâches & ennemis de la patrie, ceux qui abandonneraient l'assemblée nationale. Ces expressions dictées par le patriotisme; ont été applaudies de plus fort, malgré les réclamations de deux membres de la noblesse, qui demandoient que les signatures de cette lettre fussent constatées; mais l'opinion du bailliage de Château-Thierry est sans doute celle des 177 bailliages du royaume. Quel citoyen seroit même assez imprudent pour exposer, dans le moment d'orage, le vaisseau de l'état à périr, en affaiblissant la seule ancre qui le retient au milieu des écueils....

L'Europe commerçante n'a connu, pendant long-temps, que la Martinique. Agricole, agente des autres colonies, commerçante avec l'Amérique espagnole & septentrionale; désignée par la nature pour être le point d'appui de la défense de toutes nos colonies, elle méritoit d'occuper une place dans la représentation nationale. Elle l'avoit demandée au ministère dès le mois de février dernier; elle avoit autorisé son député à Paris, M. Dubuc Dufferret, à réclamer des lettres de convocation, & à rassembler les créoles & propriétaires pour élire trois députés.

Le système du conseil étoit que les colonies ne députeroient pas à cette tenue d'états-généraux; & la réponse particulière du ministre, à la Martinique, étoit qu'elle ne pouvoit pas présenter des députés qui, étant pris à

Paris, & sans avoir été choisis par juridiction ou assemblées des paroisses de la colonie, n'auroient pas des pouvoirs suffisans.

Malgré ce refus, les colons résidans à Paris se sont constitués en assemblée d'électeurs, en juillet dernier. Ils ont nommé, le 6 septembre, trois députés, M. Moreau de Saint-Mery, M. le comte de Dillon & M. de Perpigna; M. le marquis Duquesne & M. Croquet de Belligni ont été élus suppléans; le rapport de leurs pouvoirs a été fait par M. Barrère de Vieufac.

La question de l'admission & celle du défaut de lettres de convocation avoient été jugées en faveur de Saint-Domingue. La nomination des députés, faite par le comité des colons à Paris, avoit été décidée en faveur de la Guadeloupe; & la Martinique avoit de plus que cette dernière, autorisé le comité à faire l'élection. La question du nombre a été traitée sous le même rapport de la population & des contributions. Cet algèbre politique est simple; l'assemblée a cru que 14 mille blancs, 6 mille affranchis, 80 mille noirs, 1 million d'impôts directs, 1 million des domaines d'occident, un cinquième dans la balance du commerce des colonies, devoient donner deux députés seulement à cette colonie; le troisième député & les deux suppléans ont été admis aux mêmes honneurs & avantages que les suppléans des autres colonies.

Un membre du comité des recherches a fait le rapport de l'affaire de M. de Bezenval, arrêté lors de la première révolution de Paris, & détenu prisonnier à Brie-contre-Robert, où il est gardé par un nombreux détachement de la milice nationale parisienne. Après avoir fait lecture de la lettre de M. de Bezenval à M. Delaunai, gouverneur de la Bastille, de son mémoire, & après avoir fait men-

tion des lettres écrites par les cantons Suisses, au roi & à M. de Montmorin, l'avis du comité a été de déclarer M. de Bezenval libre, attendu qu'il n'y a aucune accusation formelle intentée contre lui.

M. Reubel a dit que le comité, avant de donner son avis, auroit dû considérer que l'assemblée avait décidé qu'il seroit formé un tribunal pour juger M. de Bezenval.

M. le duc de Liancourt a proposé de le mettre en liberté sur sa parole de se représenter dès qu'il en seroit requis ; & s'il falloit une caution, il offroit d'en servir, si sa qualité de membre de l'assemblée ne s'y opposoit pas.

M. Moreau de Saint-Mery observoit que la clameur publique a accusé M. de Bezenval ; qui avoit dû jouer un rôle dans les appareils militaires qui menaçoient Paris ; & qu'il avoit voulu quitter le royaume sous un déguisement ; le comité n'a pas trouvé des preuves, disoit-il, mais il existe des papiers à l'hôtel de ville ; il seroit donc imprudent de lui rendre encore la liberté.

M. Gleizen disoit qu'on pourroit autoriser le Châtelet de Paris à faire des informations avec des adjoints nommés par la commune de Paris. On connoît, ajoutoit-il, le projet formé contre la capitale ; on connoît les sollicitations de cette ville & de l'assemblée auprès du roi, pour l'éloignement des troupes ; il s'agit de savoir si M. de Bezenval, accusé par la clameur publique, est suffisamment justifié.

M. Dupont de Nemours a développé en motion l'idée de faire du Châtelet de Paris, un tribunal provisoire pour informer des crimes de lèse-nation ; mais il faut un décret formel qui autorise le Châtelet, attendu qu'il ne peut connoître de pareils crimes.

Monsieur de Mirabeau pensoit que l'assemblée ne pou-

voit être juge du fonds, mais qu'elle pouvoit décider s'il y avoit lieu ou non à l'accusation; & que le tribunal qui seroit établi devoit condamner ou rendre la liberté. Il demandoit que cette importante question fût ajournée; que les pièces de conviction fussent recueillies, & que l'on s'occupât incessamment de la formation du tribunal. « Quand à l'élargissement de M. de Bezenval, sous caution qui a été proposée, j'attendrai, a dit M. de Mirabeau, une occasion pour faire part à l'assemblée de cette loi des cautions, qui demande un grand examen avant d'être adoptée. »

M. de la Ville-le-Roux a observé contre l'offre de la caution, qu'elle n'étoit pas reçue en Angleterre dans les crimes de lèse-nation.

M. de Gouy d'Arcy disoit que le comité n'ayant pas trouvé de charge ni pièce, il sembloit injuste de prolonger sans corps de délit la détention d'un officier général, réclamé par les anciens alliés de la France, jusqu'à la création d'un tribunal.

Enfin, M. Lanjuinais, fondé sur l'ancienne maxime, que tout juge est compétent pour informer, insistoit à ce que le Châtelet de Paris en fût chargé provisoirement.

Cet avis a prévalu dans l'assemblée qui a adopté la motion de M. Dupont.

Séance d'hier.

Si quelque chose peut faire croire à la régénération de l'empire, c'est sans doute l'exemple donné déjà plusieurs fois par un âge si accoutumé à le recevoir.

L'ouverture de l'assemblée a commencé par l'offre d'un don patriotique, fait par un enfant d'onze ans, consistant

en une paire de boucles, une timbale & un couvert, le tout en argent. M. le président lui a témoigné combien l'assemblée étoit satisfaite de ses sentimens patriotiques, & qu'il prouvoit qu'il avoit profité de la bonne éducation que ses parens lui avoient donnée. Il lui a été accordé d'assister à la séance; & les représentans de la nation applaudissoient aux mœurs de la régénération prochaine, en rendant cet hommage à cet *enfant citoyen*.

Des demandes multipliées de passe-ports ont donné lieu à plusieurs motions. On a proposé de n'en donner que sur la demande des commettans; mais M. Target a observé que les députés, une fois nommés & réunis, ne peuvent plus se séparer de l'assemblée, parce qu'ils appartiennent à la nation, & que le rappel fait par les commettans, ne pouvoit pas les engager à manquer à ce qu'ils lui doivent.

M. l'évêque de Clermont a dit que l'assemblée nationale avoit bien voulu lui accorder ces jours derniers un passe-port pour favoriser un voyage de quinze jours dont il avoit besoin pour des affaires urgentes, & même pour sa sûreté; mais que, s'étant apperçu que la multiplicité des demandes de passe-ports étoit désagréable à l'assemblée, son dévouement à ce qui peut lui plaire étoit entier; qu'il oublioit complètement tous ses intérêts personnels, pour demeurer attaché à l'assemblée, & qu'il n'entendoit faire aucun usage de la grace qu'elle lui avoit accordé.

M. le vicomte de Beauharnais a porté ses vues plus loin; il s'est occupé des élections nouvelles qui pourroient avoir lieu dans quelques bailliages; & fidèle aux grands principes de l'unité de la représentation, il a remarqué qu'il y avoit dans la composition de l'assemblée nationale un vice émané des assemblées bailliagères; que la divi-

sion en trois ordres étoit une irrégularité qui se feroit opposée à ce que nous exerçons le pouvoir constituant, si les adhésions & adresses de toutes les villes & provinces n'avoient pas couvert ce vice originel ; M. de Beauharnais a demandé que pour empêcher que l'assemblée ne se régénère par les mêmes élémens vicieux qui ont contribué à sa formation, l'on n'admette plus à l'avenir aucun député ni suppléant, autre que ceux dont l'époque de l'élection seroit antérieure au grand jour de la réunion des trois ordres.

Cette motion a été amendée ensuite par quelques membres. M. Martineau disoit avec beaucoup de force, « L'état n'a plus de ressources que dans l'existence de l'assemblée. Plusieurs personnes qui ont demandé des passe-ports doivent passer chez l'étranger ; l'anarchie est par-tout, mais il y a plus de sûreté dans la ville de Paris que par-tout ailleurs. Au surplus c'est le moment de présenter sa tête. Tout homme qui n'est pas résolu à ce sacrifice n'est pas citoyen ; mourons s'il le faut sur le champ de bataille, & point de passe-ports ».

« Nous avons de l'honneur, s'écrioit M. d'Ambli ; permettons à tous de s'en aller, tout le monde restera ; & nous donnons des passe-ports, imprimons la liste de ceux qui partiront ».

M. de Noailles proposoit de faire l'appel de tous les députés réunis à Paris, & d'imprimer la liste des absens ; M. Desmouliniers adoptoit l'idée de faire l'appel, mais huit jours après la première séance, & qu'alors l'assemblée décideroit si elle feroit imprimer la liste des absens, & si elle l'enverroit dans les bailliages. M. de Failly a demandé que les suppléans nommés dans son bailliage, l'ayant été

depuis la réunion, ils soient admissibles dans le cas où les députés manqueroient pour cause légitime.

On est allé aux voix sur les différens amendemens & motions ; le décret qui en a résulté est important, surtout par la consécration & l'exécution du principe sur lequel repose la constitution de l'assemblée nationale ; principe fécond d'où dérivent tous les droits du citoyen ; voici ce décret :

« L'assemblée nationale a décrété qu'il ne seroit plus accordé de passe-ports que pour un temps bref & déterminé, & pour affaires urgentes ; quant aux passe-ports illimités pour cas de maladie, ils ne seront accordés à ceux qui les demandent, qu'après qu'ils auront été remplacés par leurs suppléans.

» Décrète également que les suppléans ne seront nommés à l'avenir que par tous les citoyens réunis ou légalement représentés, en telle sorte néanmoins que ladite loi n'aura point d'effet rétroactif pour les suppléans déjà nommés.

» Décrète enfin que huit jours après la première séance de l'assemblée nationale à Paris, il sera fait un appel nominatif de tous les membres, surfis jusqu'à ce jour à délibérer sur l'impression & envoi dans les provinces des députés absens ».

On a lu ensuite une lettre du garde-des-sceaux, qui annonce qu'il s'est concerté avec la chambre des vacations du parlement de Paris, pour faciliter l'exécution du décret concernant la réformation de la justice criminelle. Mais à la suite de cette lettre, venoit deux mémoires des ministres du roi : On a lu que le premier, qui a trait à une explication demandée sur deux articles de la constitution, relatif au pouvoir judiciaire, mais qui intéressoient l'existence du conseil d'état & sa marche dans plusieurs

des fonctions qui lui sont attribuées. Les ministres de-
mandoient les formes que le conseil devoit suivre.

« Il n'y a rien d'urgent sur ce point, a dit M. Camus ;
il faut le renvoyer à un autre moment pour le discuter.
Ce qui a amené le despotisme, disoit-il, c'est le sys-
tème du conseil, ce sont ses opérations qui ont usurpé
& confondu tous les pouvoirs. Je mets en fait que le
conseil d'état a tout envahi avec ce mot imposant, *d'affaire d'administration*. Vainement on invoquoit la loi, on
répondoit à tout, on couvroit tout du mot d'*adminis-
tration*. »

Un autre membre a demandé qu'il fût établi un comité
de quatre personnes, pour examiner & faire le rapport d'un
mémoire ministériel. M. de Beaumés en demandoit le ren-
voi au comité judiciaire.

M. Dupont proposoit que, jusqu'à ce que l'assemblée eût
déterminé l'organisation du pouvoir judiciaire & des assem-
blées provinciales, le conseil du roi continuât ses fonc-
tions, à l'exception des arrêts du propre mouvement & des
évocations des affaires au fond.

On est allé au voix sur ces dernières motions ; et le
décret suivant a été rendu unanimement.

« L'assemblée nationale décrète que, jusqu'à ce qu'elle
ait déterminé l'organisation du pouvoir judiciaire & celle
des administrations provinciales, le conseil du roi est auto-
risé à continuer ses fonctions comme par le passé, à l'ex-
ception des arrêts du propre mouvement & de ceux por-
tant évocation des affaires au fond, lesquels ne pourront
plus avoir lieu, à compter de ce jour ; décrète en outre
qu'il sera pris dans le comité des sept, pour la réformation
des loix, quatre commissaires pour examiner le surplus du
mémoire du garde-des-sceaux, & en faire leur rapport à
l'assemblée. »

La lettre du garde-des-sceaux portoit une *exposition des motifs* qui l'avoient porté à permettre à la noblesse du bailliage de Gueret , de s'assembler pour nommer un député ; ce ministre a annoncé , que tout étoit suspendu jusqu'à ce que l'assemblée eût fait connoître ses intentions.

M. Desmeuniers a observé que la réponse de l'assemblée au ministre , étoit dans le précédent décret : il a été arrêté en conséquence que M. le président sera chargé d'envoyer dans le jour à M. le garde-des-sceaux , le décret qui venoit d'être rendu sur la forme de convocation des bailliages.

M. Prieur a fait le rapport de l'affaire de Fontainebleau. Il paroît que cette commune alloit être exposée à la licence & à l'anarchie ; elle se plaignoit de la réunion du pouvoir civil & militaire sur la même tête ; elle demandoit si tout emploi de ce genre , confié par elle , étoit amovible à son gré , si elle pourroit réparer cette erreur au moment où elle en reconnoissoit le danger ; & si le citoyen revêtu de ces deux pouvoirs pouvoit résister au vœu libre de la commune , sous le prétexte que sa nomination faite depuis trois mois , ainsi que celle des autres officiers , étoit autorisée par une lettre ministérielle de M. de Saint-Priest.

Ces questions , soumises à l'assemblée , tenoient aux principes de la liberté des élections municipales ; elle a eu devoir les consacrer d'avance pour une ville dont le repos est si troublé & qui est souvent honorée de la présence du Monarque.

Voici le décret :

« L'assemblée nationale ayant admis à la barre , mercredi soir , MM. Daye , curé de la Paroisse , & Giot , avocat & contrôleur des actes , députés de la commune de Fontainebleau , après avoir entendu les réclamations dont ils étoient chargés , & en avoir renvoyé l'examen au comité des rapports :

« Ouï le rapport dans la séance de ce jourd'hui , 15 octobre matin , a décrété & décrète que M. le président de l'assemblée nationale sera chargé d'écrire à la commune de Fontainebleau , que , provisoirement & jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait organisé les municipalités & milices nationales du royaume , les comités civils & de police doivent être élus librement & au scrutin , par les communes assemblées , & prendre seuls les arrêtés propres à maintenir l'exécution des décrets de l'assemblée nationale , la paix & la tranquillité publiques ; que les milices nationales & leurs chefs doivent prêter la main à l'exécution de ces arrêtés , sans pouvoir les contrarier sous aucun rapport ; enfin , que les officiers , tant municipaux que militaires , élus dans cette forme , sont les seuls qui puissent légalement exercer ces fonctions , sans que , sous prétexte d'autorisation ministérielle , aucun citoyen puisse , contre le vœu de la commune , se perpétuer ou s'immiscer dans ces mêmes fonctions. » On a repris la discussion de la loi projetée sur les attroupemens. M. Target a présenté un plan de travail ou de loi qui a été très-applaudi & renvoyé au comité de constitution , qui fondra tous ces projets en un seul.

M. Pethion de Villeneuve a démontré les vices qui se trouvoient dans le préambule & dans le projet de loi qui a été imprimé. Il se plaignoit de ce que la loi confondoit tous les genres de violence , & les frappoit d'une peine également rigoureuse ; il se plaignoit encore , ainsi que M. Target , de ce que cette loi n'étoit faite que pour Paris & ses environs , au lieu d'être étendue à tout le royaume ; il a demandé l'ajournement , qui a été prononcé avec le renvoi des projets au comité de constitution.

M. le duc d'Aiguillon a fait ensuite une motion ten-

dante à ce que l'assemblée nommât un comité de vingt personnes, dont dix seroient prises dans la députation de Paris, pour recevoir les plaintes des corps & des citoyens de Paris, pour qu'il ne fût reçu aucune députation que celle de la commune de cette capitale. Quelques membres s'opposoient à cette exception; mais il a été arrêté ce qui suit :

« L'assemblée nationale constamment occupé de ses travaux importans, ne voulant perdre aucun instant pour achever l'ouvrage si désiré de la félicité publique ,

» A décrété & décrète, qu'il n'y aura de députation de Paris admise à la barre de l'assemblée nationale, que celle des représentans de la commune de cette ville; & quant aux adresses, demandes & plaintes qui pourroient être présentées à l'assemblée nationale par les corps, communautés, réunion des citoyens, sous quelque titre que ce soit, elles seront portées au comité des rapports, qui en rendra compte ensuite à l'assemblée nationale. »

La réclamation de M. Marat, auteur du journal, intitulé *L'ami du peuple*, a été ajournée à mardi.

Un membre des communes s'est levé pour demander, que l'assemblée votât des remerciemens pour la commune & pour tous les citoyens de Versailles. La ville qui a été le premier théâtre de la liberté française, & des orages auxquels les représentans de la nation ont été exposés tant de fois, qui les a vus avec un intérêt touchant, tantôt chercher un asyle dans ses temples, tantôt forcés de transformer un jeu de paulme en autel de la patrie pour recevoir leurs sermens, ne pouvoit pas être oubliée dans ces derniers momens. L'assemblée a voté unanimement de remercier les citoyens de la ville, dont les circonstances impérieuses les forcent de s'éloigner.

D'après les vives réclamations de M. Baudouin, M.

Alquier a commencé le rapport de l'affaire concernant le mandement de M. l'évêque de Tréguier, qui a occasionné quelques troubles en Bretagne. Il a fait seulement lecture du mandement dont nous donnerons un extrait incessamment. On a ajourné la lecture & le jugement de la procédure à la semaine prochaine (mardi).

La garde nationale de Versailles a demandé la permission d'escorter la caisse des dons patriotiques, ce qui lui a été accordé.

Sur la motion de M. Duport, l'assemblée a décidé qu'il n'y auroit plus de distinction ni pour le costume, ni pour les places, même dans les *députations & cérémonies*. C'est par cette délibération que l'assemblée nationale a terminé hier, à trois heures, ses séances à Versailles, en s'ajournant à la salle de l'archevêché pour lundi, dix heures du matin.

On donnera demain la fin des débats concernant les biens ecclésiastiques, l'extrait du mandement de M. l'évêque de Tréguier, & les articles constitutionnels acceptés.

Ensuite point de feuille jusqu'à mardi.

A V - 1 S.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s., franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.